























































































































garantirait pas que les conventions et les législations nationales et internationales soient respectées en faveur de l'environnement, des communautés et des droits humains des personnes impliquées directement et indirectement dans l'industrie minière extractive.

Les cas du Honduras est emblématique. Le coup d'État de juin 2009 a créé une énorme opportunité pour les groupes économiques et les élites conservatrices qui ont pu profiter des désordres, des distractions politiques et de la faiblesse des institutions pour faire en sorte que l'on approuve un ensemble de lois pour la concession et l'exploitation de rivières, de sources d'eau, d'hydrocarbures, ainsi qu'une nouvelle loi minière favorable à l'exploitation des compagnies minières, la loi de création de Zones d'emploi et de développement économique (ZEDES) connues comme Villes modèles et de nombreuses autres formules juridiques qui convergent vers un unique objectif : ouvrir les portes et faciliter les investissements du capital transnational basé primordiallement sur l'industrie extractive.

Dans le cas de la loi minière au Honduras, et conformément aux informations communiquées par l'Institut du Honduras de Géologie et des Mines, au début de 2013, il existait 97 projets approuvés d'exploitations minières d'or et d'argent et 233 demandes de nouveaux projets en cours d'approbation. Lorsque les communautés ont exprimé leur refus et qu'elles se sont organisées pour résister à cette avalanche extractive, le gouvernement avec les compagnies d'exploitation minière a lancé des campagnes publicitaires agressives tant pour montrer les 'bontés' des investissements que pour criminaliser les communautés et leurs dirigeants, en les qualifiant d'ennemis du progrès et du développement du pays.

À la violence et à l'insécurité dérivée du trafic de drogue et du crime organisé qui a transformé le triangle septentrional de l'Amérique centrale – constitué par le Guatemala, le Salvador et le Honduras – en une des zones les plus violentes et dangereuses de la planète, s'ajoute cette demande croissante d'investissements de la part des compagnies minières extractives qui crée de nouveaux scénarios de violations des droits humains et de dégradation environnementale.

Tous ces faits créent une situation où les groupes de pouvoir politique et économique, contrôlent les forces de sécurité, les unités d'enquête, le pouvoir judiciaire, ce qui garantira l'impunité des agents de l'État et des acteurs privés (entreprises) en cas de délits et de violation des droits humains commis contre la population du Honduras et les organisations sociales.

### **Richesse de quelques-uns, et pauvreté de la majorité**

Durant un séminaire méso-américain organisé par la Commission provinciale de l'Apostolat social, CPAS, et qui a eu lieu en septembre 2013, les assistants des six pays de la sous-région s'accordèrent sur le fait que « les exploitations minières sont basées sur une logique de consommation infinie dans un monde aux ressources limitées. La richesse minérale produit de la misère et des catastrophes environnementales chez les communautés installées dans les régions d'extraction minière, en contraste avec le luxe croissant et le gaspillage des propriétaires des compagnies minières. »

D'après les études et les expériences des différents pays d'Amérique centrale, les exploitations minières et les projets hydroélectriques appartiennent au même modèle extractif, destructeur, pollueur et accumulateur de biens et de ressources. L'expérience dans chacun des pays d'Amérique centrale, est un modèle commun qui détruit les l'environnement des communautés, en créant des dommages humains presque toujours irréversibles, en brisant ou fracturant leurs tissus sociaux et organisationnels, et qui les laissent dans des conditions économiques et productives bien plus précaires qu'auparavant. La majeure partie des communautés où des exploitations minières sont actives coïncident avec les zones territoriales

et géographiques d'émigration majeure vers d'autres régions du pays ou vers l'extérieur, de préférence vers les États-Unis.

L'industrie minière a atteint des niveaux technologiques si élevés qu'elle a toujours besoin de moins de main-d'œuvre locale et de moins de temps pour l'exploitation d'une mine, en laissant derrière elle des catastrophes environnementales qui prennent de l'ampleur et en détruisant les formes communautaires traditionnelles de vie. Il n'est pas certain, du moins du point de vue de la réalité méso-américaine que l'industrie minière résolve la demande d'emploi des communautés. L'offre d'emplois est chaque fois moindre, elle a un caractère occasionnel, temporaire et limité à la main d'œuvre la moins chère, se réduisant aux services secondaires.

Une communauté touchée par l'exploitation minière ne sera plus jamais la même, son tissu culturel est compromis, et l'exploitation minière entraîne, promeut, stimule la division et la corruption à l'intérieur de l'organisation et parmi les responsables communautaires et sociaux.

### **La lutte de David contre Goliath**

Au sein de l'industrie minière, il existe sans doute deux visions du monde, c'est-à-dire deux manières de voir et de se rapporter au monde. La première est celle qui considère la terre et la nature comme une mère, comme source de vie et don sacré pour les peuples et les communautés. Les communautés indigènes témoignent « que la terre est notre mère, et que les mines l'ont ravagée, lui ont brisé le cœur, et que ceci est un attentat contre Dieu. » Le second point de vue sur la nature est celui des mineurs et des entrepreneurs qui extraient les minerais. Les montagnes et les mines, l'eau et les forêts sont des commerces, sont de l'argent, du développement, du bien-être économique. Il faut tout convertir en capital.

L'industrie minière extractive est intimement associée aux projets hydroélectriques polluants. L'exploitation qui est fréquemment sauvage est en train de provoquer un phénomène croissant de résistance de la part des communautés qui s'articule très bien avec les organisations populaires et environnementalistes. En contrepartie, les exploitations minières qui sont alliées aux entrepreneurs nationaux et aux autorités publiques, menacent, poursuivent, séquestrent et assassinent les dirigeants et les communautés tout en élaborant des campagnes publicitaires pour discréditer la valeur des luttes organisées contre l'industrie minière.

Les compagnies minières collaborent avec les députés pour faire adopter des mesures juridiques, dans le but de criminaliser les luttes de résistance contre les exploitations minières et les concessions d'eau. Elles ont également noué des alliances avec le monde de la communication pour contrôler les informations, défigurer les luttes et présenter l'industrie extractive et polluante comme « bienveillante » pour les communautés, l'état et la société. Les communautés et les organisations de défense de l'environnement s'appuient sur des moyens de communication autres et sur des réseaux sociaux, sans atteindre cependant la capacité suffisante pour lutter contre le siège médiatique.

Les compagnies minières ont construit un scénario de conflits et de polarisations. Leur objectif est bien défini : convertir toutes les richesses naturelles en capital. Les communautés, les organisations écologiques et populaires, et les églises qui s'efforcent d'être fidèles aux personnes et aux secteurs les plus touchés par l'industrie minière extractive ont commencé à structurer leurs efforts particuliers dans une lutte commune pour la paix et la vie à partir de la défense et de la protection de leurs biens naturels.

## **Chronique d'une tragédie annoncée**

Le sud du Honduras a été le témoin d'une tragédie à la mi-2014. Un groupe de mineurs ont été enterrés durant un effondrement qui s'est produit dans la zone d'exploitation minière. C'est avec d'énormes efforts que plusieurs ouvriers réussirent à sortir sains et saufs des grottes, mais huit d'entre eux furent piégés alors que ni la compagnie d'exploitation, ni le gouvernement ne possédaient de voies d'évacuation, ou de systèmes d'urgence pour répondre à de telles éventualités. Les huit mineurs moururent et leurs corps furent retrouvés cinq mois après l'effondrement. Le gouvernement, tout comme les entreprises minières s'efforcèrent de minimiser l'importance de l'accident en le qualifiant d'exceptionnel, au moment où la loi dégageait de toute responsabilité juridique la compagnie minière extractive, limitant les conséquences du drame en fournissant des aides limitées et ponctuelles aux familles des travailleurs décédés.

Cependant, cette tragédie qui a eu lieu dans la Communauté d'El Corpus dans le département de Choluteca, au sud du Honduras, à la frontière du Salvador et du Nicaragua, met à nu une réalité qu'ont créée les investissements de compagnies minières extractives en Amérique centrale. Malgré les conventions et les traités internationaux, les réformes législatives dans chacun des pays, les lois concernant l'industrie minière qui se basent sur le respect des droits de l'environnement, sur les droits humains, et sur la culture, sur l'histoire et la réalité du patrimoine des communautés, malgré tout cela, l'industrie minière installée dans chacun des pays d'Amérique centrale a la capacité d'atteindre ses objectifs, car elle peut compter sur l'appui des gouvernements et des groupes industriels locaux qui ont l'habitude de circonvenir les lois. Comme nous l'avons dit plus haut, l'impunité et la corruption sont quotidiennes et réussissent fréquemment à imposer leur volonté malgré les pressions exercées par les communautés et les organisations protectrices de l'environnement qui exigent que la loi soit respectée. Les compagnies minières atteignent leurs objectifs en subornant souvent les autorités ou en pratiquant la collusion et en nouant des alliances avec les hommes politiques, les fonctionnaires ou les chefs d'entreprise.

## **Les chemins de résistance à un modèle qui tue la vie**

Durant le Séminaire méso-américain que nous avons mentionné, les jésuites et les assistants laïcs conclurent les analyses et les débats par une Déclaration qui entre autres mentionne le point suivant : « Nous déclarons que nos luttes de résistance doivent s'appuyer sur des alliances avec plusieurs secteurs nationaux et internationaux qui partagent notre engagement de défendre nos biens communs et nos territoires ; elles doivent s'appuyer sur de nouvelles stratégies de communication qui réussissent à briser l'assaut médiatique. Si les industries minières sont les mêmes que celles qui sont dans nos pays, comment organiser des luttes qui renforcent nos identités pour faire face au danger de nous faire éblouir par l'or et les redevances des compagnies minières ? Comment renforcer nos engagements éthiques pour savoir vaincre les tentations de subornation, les offres attirantes des industries minières qui promettent d'améliorer les services publics de nos communautés, ou les peurs face aux menaces et aux chantages ? Comment trouver des plateformes/groupes qui articulent nos luttes nationales avec les luttes latino-américaines et méso-américaines ? »

*Original espagnol  
Traduction Elizabeth Frolet*





**Sécretariat pour la Justice Sociale et l'Écologie**

**Borgo Santo Spirito, 4**

**00193 Roma**

**+39 06689 77380 (fax)**

**[sjes@sjcuria.org](mailto:sjes@sjcuria.org)**